

CONTENTIEUX

L'impartialité objective du juge administratif des référés

DROIT PUBLIC DE L'ÉCONOMIE

Le droit administratif de la production électronucléaire

DROITS ET LIBERTÉS

Conseil d'État et Cour européenne des droits de l'homme : première demande d'avis

ENVIRONNEMENT

Le contentieux climatique devant le juge administratif

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

La théorie de l'écran législatif et le domaine de la loi

DOSSIER

Retours d'expériences

COLLOQUE

Le référé devant les juridictions administratives

Bilan de la loi du 30 juin 2000

CHRONIQUES

- Droit administratif et Convention européenne des droits de l'homme
- Droit administratif et droit de l'Union européenne

Rédacteurs en chef :
Pierre Delvolvé et Pierre Bon

Secrétaire général :
Dominique Pouyaud
Professeur émérite de l'Université
de Paris

Secrétaire général adjoint :
Coralie Mayeur-Carpentier
Maître de conférences
à l'Université de Franche-Comté

31-35, rue Froidevaux,
75685 Paris cedex 14
E-mail rédaction : rfd@daloz.fr
(pour les auteurs voir encadré
en 3^e de couverture)

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
PRÉSIDENTE
Sylvie Faye

DIRECTRICE DES ÉDITIONS
Caroline Sordet

ÉDITION

Rédacteur en chef technique :
Raphaël Henriques
Première secrétaire de rédaction :
Marie-Anne Sebbar
Secrétaire de rédaction unique :
Marie Thomas
Tél. : 01 40 64 12 81
Fax : 01 40 64 54 66
E-mail : m.thomas@daloz.fr
Chargé d'édition numérique :
Jean-Marc Pastor

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS
Directrice des abonnements :
Yvette Nay

80, avenue de la Mame - 92541 Montrouge Cedex
Fax : 01 41 48 47 92

Responsable relation clients :
Wilfried René
Tél. : 01 40 92 20 85

Revue bimestrielle (6 numéros par an)

Prix de l'abonnement 2021 TTC (1 an) :
France 587,08 € Prix au numéro :
DOM 601,25 € 121,50 €
Étranger 607,50 €

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

Tous les volumes des revues antérieures à 1999 sont réimprimés par Schmidt Periodicals GmbH (Dietzenhof - D-93075 Feibach - Allemagne).

ÉDITIONS DALLOZ

Société par actions simplifiée
au capital de 3 956 040 euros
Siège social :

31-35 rue Froidevaux - Paris 14^e
RCS Paris 572 195 550
Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811 Z
TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

CPPAP n° 1023 T 83763
ISSN 0763-1219

Imprimé en France par JOUVE Print
733 rue Saint-Léonard - 53100 Mayenne
Dépôt légal : Septembre 2021

Origine du papier : Pologne
Taux de fibres recyclées : 0 %
Ptot : 0,02 kg/t



DOSSIER 619

Retours d'expériences

Mutations de la société,
mouvements du droit
par Bernard STIRN 619

Un demi-siècle de vie commune
par Bruno ODENT 626

Regards sur une carrière écoulée
Ce qui a changé
par Pierre DELVOLVÉ 632

COLLOQUE 639

La loi du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives - Bilan critique d'une réforme exemplaire

Présentation et quelques réflexions
sur les concurrences et complémentarités
du juge des référés et du juge du fond
par Caroline LANTERO 639

Le succès et les défis du référé

Le point de vue du juge
par Bernard STIRN 649

Le point de vue du praticien
par Vincent GURY 652

Les mutations des référés d'urgence

Le référé-liberté est-il victime
de son succès ?
par Olivier LE BOT 657

À la recherche de l'utilité
du référé mesures-utiles
par Christophe TESTARD 665

Vers une justice par ordonnance ?

Le référé-provision en matière
contractuelle
par Charles-André DUBREUIL 672

L'idée d'un référé général
de la procédure administrative préalable
par Benjamin POUCHOUX
et Thomas PERROUD 682

Repenser les référés
en matière contractuelle
par Sébastien HOURSON 692

RUBRIQUES 701

CONTENTIEUX

L'impartialité objective du juge
administratif des référés : un principe
aux contours imprécis
par Assem SAYEDE HUSSEIN 701

DROIT PUBLIC DE L'ÉCONOMIE

Le droit administratif de la production
électronucléaire
par William GREMAUD 711

DROITS ET LIBERTÉS

Première demande d'avis du Conseil
d'État à la Cour européenne des droits
de l'homme : un usage tactique
Note sous Conseil d'État, 15 avril 2021,
Fédération Forestiers privés de France
(Fransylva), n° 439036
par Camille MORIO 721

Droit administratif et Convention
européenne des droits de l'homme

1. Jurisprudence de la Cour européenne
des droits de l'homme et droit administratif
par Hemi LABAYLE
et Aurélie SCHAHMANECHE 730

2. Jurisprudence administrative et Convention
européenne des droits de l'homme
par Xavier DUPRÉ DE BOULOIS
et Laure MILANO 739

ENVIRONNEMENT

Le contentieux climatique
devant le juge administratif
● Note sous Conseil d'État, 19 novembre 2020,
Commune de Grande-Synthe, n° 427301,
et Tribunal administratif de Paris,
3 février 2021, Association OXFAM France
et autres, n° 1904967 et autres
par Agathe VAN LANG, Alix PERRIN
et Meryem DEFFAIRI 747

● Conclusions sur Conseil d'État,
1^{er} juillet 2021, Commune
de Grande-Synthe, n° 427301
par Stéphane HOYNCK 777

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Droit de l'Union européenne
et droit administratif français
1^{er} janvier 2021 - 30 juin 2021
par Aude BOUVESSE, Francesco MARTUCCI
et Coralie MAYEUR-CARPENTIER 787

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

La théorie de l'écran législatif
et le domaine de la loi
par Antoine LE BRUN 803

TABLES 813